

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Antecedents-compromettants-pour-Merrill-Lynch-et-Barclays-designees-comm-e-conseillers-dans-la-restructuration-de-la-dette-argentine>

Antécédents compromettants pour Merrill Lynch et Barclays désignées comme conseillers dans la restructuration de la dette argentine.

Date de mise en ligne : mercredi 28 avril 2004

- Argentine - Économie - Dette externe -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [Página 12](#)

Buenos Aires, 20 mars 2004

Merrill Lynch et Barclays sont deux des trois organismes étrangers que le gouvernement national a désigné pour qu'ils intègrent le comité de banques qui conseillera la renégociation de la dette externe. Le problème est que celles-ci, en plus de ne pas partager la proposition d'une remise de 75% de la dette en défaut, figurent dans le rapport sur le blanchiment d'argent élaboré par la commission législative en 2001 alors présidée la députée de l'ARI Elisa Carrió. Ces données sont entre les mains du ministre Roberto Lavagna, qui a reçu une lettre de la députée avec tous les détails.

Carrió et le président du bloc de l'ARI, Eduardo Macaluse, ont remis mercredi 17 mars au ministre d'Économie une lettre où ils reproduisent des fragments du rapport qui a été présenté il y a déjà trois ans. Dans la lettre, les dirigeants de l'ARI s'interrogent sur le choix de ces deux organismes, qu'ils qualifient comme "institutions compromises avec le lavage d'argent des années quatre-vingt-dix" et qui devraient "faire l'objet d'une analyse plus sérieuse de la part du gouvernement national". Ils rejettent aussi la désignation du Banco de Galicia (du trio de banques locales), "en référence aux gravissimes irrégularités dans le fonctionnement de cette institution durant ces années récentes et le rôle central qu'elle a joué dans l'approfondissement de la crise du système financier et l'imposition du corralito (blocage des comptes). "

La lettre qui est en possession de Lavagna rend compte de l'information qu'en son temps a demandé la commission législative et qui s'est basée - entre autres - sur les éléments que la Polie Fédérale, des experts de la Banque Centrale et des fonctionnaires judiciaires ont saisi pendant une perquisition en Uruguay. Selon Carrió et Macaluse, on a détecté là bas, l'existence de l'entreprise offshore Merrill Lynch Group d'Uruguay. Celle-ci effectuait des transactions internationales - destinées en majorité à Buenos Aires - à travers un compte appelé Merrill Lynch Bank de Grand Cayman, qui fournissait des fonds à Merrill Lynch Group au moyen d'une transaction qui était appelée Merrill Lynch Dragon. "Ces fonds étaient canalisés à travers différents comptes confidentiels (numérotés) qui étaient directement géré par ce bureau", explique un extrait du rapport parlementaire cité.

En son temps, les fonctionnaires ont détecté l'existence de listes de ces mouvements de fonds codifiés et outre un cahier avec les codes, dont certains correspondaient "à des entreprises du Groupe Pharaon, comme River Oaks, qui était une entreprise appartenant à 100 % à Interredec, entreprise aussi du groupe antérieurement cité". De plus, le rapport rend compte que ces codes appartenaient, entre autres, "à des titulaires d'entreprises argentines privatisées comme Edenor, Edesur, Bahia Blanca Pétrochimique, Telecom, Téléphonique, YPF et Banco Santander". La lettre soutient que "le portfolio de ce type de d'opération était élaboré, selon ces listes, à Merrill Lynch Luxembourg".

Bien que la procédure - citée par le rapport - ait été suspendue par une présentation judiciaire des avocats de Merrill Lynch, Thomas Guerrero Costa et Juan Oreggia Carrau, Carrió soutient qu'ils appartenaient l'étude Posadas, Posadas y Vecinos qui partageait les locaux avec la entreprise Comeral SA, "une entreprise de services du Groupe Pharaon dont le seul actionnaire était Concorde International Trading, du Groupe Pharaon".

Dans la lettre, les représentants du ARI soutiennent que le groupe Pharaon est le lien entre Merrill et la banque Barclays puisque, selon un rapport de la Banque Central, "c'est une des banques qui a fourni des rapports favorables à l'installation du BCCI" en Argentine. Et elle rappelle que cette institution avait comme objet principal "d'effectuer partout dans le monde des opérations de lavage d'argent provenant du terrorisme, de l'évasion fiscale, de la contrebande et du trafic de drogues".

En préparant la réception

26 groupes de détenteurs de bons en défaut viendront à Buenos Aires dialoguer avec le Gouvernement sur la restructuration de la dette. Comme l'a confirmé hier le Ministère de l'Économie à travers sa page Internet. Les rencontres auront lieu entre le 24 mars et le 16 avril. Les créanciers établis dans le pays seront représentés par trois associations. D'une part, l'Union d'Administrateurs de Fonds Retraites et Pensions (Uafjp), qui regroupe la totalité des compagnies du système prévisional. Pour représenter les investisseurs minoritaires, il y aura l'Association des Epargnants de la République Argentine (AARA) et l'Association de Victimes de la Pesification et le Défaut (Adapd). Le détail de l'information a été connu 72 heures avant que le CA du FMI vote l'approbation de la seconde révision des objectifs de l'accord avec l'Argentine. Viendront aussi en Argentine quatre associations allemandes, six d'Italie - y compris le Comité Global de Nicola Stock, pour lequel le FMI avait intercédé pour qu'il ait priorité -, six du Japon et suisse, entre autres.

Traduction pour El Correo : Carlos et Estelle Debiasi